

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2022/34179]

15 SEPTEMBRE 2022. — Arrêté ministériel établissant un formulaire pour les opérations visées par la rubrique 94.01 relative aux espèces exotiques envahissantes de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences, des installations et activités classées ou des installations ou des activités présentant un risque pour le sol

La Ministre de l'Environnement,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, l'article 17, modifié par les décrets du 21 juin 2012 et du 4 avril 2018, et l'article 83, modifié par le décret du 20 juillet 2016 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, l'article 2, alinéa 24, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 septembre 2022 exécutant le décret du 2 mai 2019 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes, et l'article 30, alinéa 24, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 septembre 2022 exécutant le décret du 2 mai 2019 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes ;

Vu l'avis 71.391/4 du Conseil d'État, donné le 18 mai 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant le décret du 2 mai 2019 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes ;

Considérant l'avis du pôle « Ruralité », section « Nature », donné le 28 janvier 2022 ;

Considérant l'avis du pôle « Environnement », donné le 22 février 2022,

Arrête :

Article unique. Les informations relatives aux espèces exotiques envahissantes visées aux articles 2, alinéa 24, et 30, alinéa 24, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement sont introduites au moyen d'un formulaire dont le modèle figure en annexe au présent arrêté.

Namur, le 15 septembre 2022.

C. TELLIER

Annexe à l'arrêté ministériel établissant un formulaire pour les opérations visées par la rubrique 94.01 relative aux espèces exotiques envahissantes de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences, des installations et activités classées ou des installations ou des activités présentant un risque pour le sol.

« Annexe 1/20 - Formulaire relatif aux espèces exotiques envahissantes »

1. Espèces

Pour chaque espèce, remplir le cadre, le cas échéant en le dupliquant.

Espèce n° ... :

Non scientifique (nom latin) de l'espèce (y compris sous-espèce et variété éventuelle) :

Nom vernaculaire (français) de l'espèce:

Date d'acquisition :

Lieu d'acquisition :

Nombre de spécimens détenus par sexe (animaux) :

Mâles	Femelles	Indifférenciés

Identifiants des animaux :

Matériel végétal détenu (quantité) :

Semences	Boutures racinées, jeunes plants	Plantes

2 - Type d'opération (intentionnelle, par hypothèse)

- la conservation, y compris en détention confinée, d'au moins une espèce exotique envahissante (art. 7, paragraphe 1^{er}, b), règlement (UE) n° 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques) ;
- l'élevage ou la culture, y compris en détention confinée, d'au moins une espèce exotique envahissante (art. 7, paragraphe 1^{er}, c), règlement (UE) n° 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques) ;
- pour autant que cette opération n'entre pas dans le cadre de l'exception visée à l'article 6, § 1er, III, 2°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, le transport d'au moins une espèce exotique envahissante, vers, hors de ou au sein du territoire de la Région wallonne (art. 7, paragraphe 1^{er}, d), règlement (UE) n° 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques) ;
- l'utilisation ou l'échange d'au moins une espèce exotique envahissante (art. 7, paragraphe 1^{er}, f), règlement (UE) n° 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques) ;
- la mise en situation de se reproduire, de pousser ou d'être cultivée, y compris en détention confinée, d'au moins une espèce exotique envahissante (art. 7, paragraphe 1^{er}, g), règlement (UE) n° 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques) ;
- la libération dans l'environnement d'au moins une espèce exotique envahissante (art. 7, paragraphe 1^{er}, h), règlement (UE) n° 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques).

3 - Finalité de l'opération :

- Travaux de recherche sur les espèces exotiques envahissantes ;
- Conservation *ex situ* d'espèces exotiques envahissantes ;
- Production scientifique ou usage médical de produits dérivés d'espèces exotiques envahissantes, pour améliorer la santé humaine, à condition qu'aucune alternative ne soit envisageable ;

Dans cette hypothèse, démontrer l'absence d'alternative sur un document à joindre à la demande.

- Pour d'autres raisons d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale ou économique.
- Dans cette hypothèse, joindre l'autorisation de la Commission (visée à l'article 9 du règlement (UE) n° 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques). **A défaut, la demande sera irrecevable.***

4- Art. 8, §§ 2-3 du Règlement (UE) n° 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques

Démontrer (sur un document à joindre à la demande) **le respect des conditions visées à l'article 8, §§ 2 et 3 du règlement (UE) n° 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques**, à savoir :

- l'espèce exotique envahissante est conservée et manipulée en détention confinée conformément aux sous-conditions (cumulatives) suivantes :
 - les spécimens sont physiquement isolés et ils ne peuvent s'échapper, se propager ou être déplacés par des personnes non autorisées hors des installations où ils sont conservés en détention;
 - les protocoles de nettoyage, de traitement des déchets et d'entretien garantissent qu'aucun spécimen ou aucune partie reproductible ne peut s'échapper, se propager ou être déplacé par des personnes non autorisées;
 - les opérations de déplacement des spécimens hors des installations confinées, d'élimination, de destruction ou d'élimination sans souffrance des spécimens sont effectuées de manière à rendre impossible toute propagation ou reproduction en dehors de ces installations ;
- les activités sont menées par du personnel possédant les qualifications requises ;
- le transport vers et depuis l'installation de détention confinée est effectué dans des conditions qui rendent impossible toute fuite de l'espèce exotique envahissante ;
- dans le cas où les espèces exotiques envahissantes sont des animaux, ceux-ci sont marqués ou effectivement identifiés d'une autre manière, le cas échéant, en utilisant des méthodes ne causant aucune douleur, détresse ou souffrance évitable;
- les risques de fuite, de propagation ou de déplacement sont gérés efficacement, en tenant compte de l'identité, des caractéristiques biologiques et des modes de propagation de l'espèce, des activités et de la détention confinée envisagées, de l'interaction avec l'environnement et d'autres facteurs pertinents;
- un système de surveillance permanente est assuré et un plan d'intervention d'urgence, comprenant un plan d'éradication, est élaboré (*il doit être joint en annexe à la demande*) pour faire face à toute fuite ou propagation ;
- la demande de permis est limitée à un nombre d'espèces exotiques envahissantes et de spécimens qui n'excède pas la capacité de la détention confinée.

».

Conformément au règlement général de protection des données, les informations personnelles communiquées ne seront utilisées par le Département des Permis et Autorisations du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, qu'en vue d'assurer le suivi de votre dossier.

Sauf mention contraire dans ce formulaire et le respect des règles en matière d'accès à l'information environnementale, ces données ne seront communiquées qu'aux communes sur le territoire desquelles une enquête publique est organisée, aux instances d'avis lors de l'instruction de la demande de permis et du recours, aux départements du SPW chargés de la mise en œuvre de la réglementation en matière d'espèces exotiques envahissantes, aux agents chargés du contrôle du respect de cette réglementation, au Conseil d'Etat en cas de recours en suspension ou annulations et aux Cours et Tribunaux de l'ordre judiciaire en cas de litige.

Ces données ne seront ni vendues ni utilisées à des fins de marketing.

Les données seront conservées aussi longtemps que le permis est valide, ainsi qu'un délai complémentaire permettant le suivi du contentieux éventuel.

Au-delà de ce délai, les données seront conservées sous une forme minimisée permettant au SPW de savoir qu'un permis vous a été attribué et que la date de validité est échue.

Vous pouvez rectifier vos données, retirer votre demande de permis ou limiter le traitement en contactant le responsable du traitement via courriel à l'adresse cpd.dgo3@spw.wallonie.be ou à l'adresse postale suivante : SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement Département des Permis et Autorisations Avenue Prince de Liège, 15 5100 Jambes

Sur demande via formulaire (<http://www.wallonie.be/fr/demarche/detail/138958>), vous pouvez avoir accès à vos données ou obtenir de l'information sur un traitement qui vous concerne.

Le Délégué à la protection des données du Service public de Wallonie, Thomas LEROY, en assurera le suivi.

Pour plus d'informations sur la protection des données à caractère personnel et vos droits, rendez-vous sur le Portail de la Wallonie (www.wallonie.be). Enfin, si dans le mois de votre demande, vous n'avez aucune réaction du SPW, vous pouvez contacter l'Autorité de protection des données pour introduire une réclamation à l'adresse suivante : 35, Rue de la Presse à 1000 Bruxelles ou via l'adresse courriel : contact@apd-gba.be.

O Je confirme avoir pris connaissance des informations relatives à l'utilisation des données personnelles et marque mon consentement

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 15 septembre 2022 établissant un formulaire pour les opérations visées par la rubrique 94.01 relative aux espèces exotiques envahissantes de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences, des installations et activités classées ou des installations ou des activités présentant un risque pour le sol.

Namur, le 15 septembre 2022.

C. TELLIER

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2022/34179]

15. SEPTEMBER 2022 — Ministerieller Erlass zur Erstellung eines Formulars für Maßnahmen, die unter die Rubrik 94.01 bezüglich invasiver gebietsfremder Arten in Anhang I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsstudie zu unterziehenden Projekte, der eingestuftten Anlagen und Tätigkeiten oder der Anlagen oder Tätigkeiten, die eine Gefahr für den Boden aufweisen, fallen

Die Ministerin für Umwelt,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, Artikel 17, abgeändert durch die Dekrete vom 21. Juni 2012 und vom 4. April 2018, und Artikel 83, abgeändert durch das Dekret vom 20. Juli 2016;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, Artikel 2 Absatz 24, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. September 2022 zur Ausführung des Dekrets vom 2. Mai 2019 über die Prävention und das Management der Einbringung und Ausbreitung invasiver gebietsfremder Arten, und Artikel 30 Absatz 24, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. September 2022 zur Ausführung des Dekrets vom 2. Mai 2019 über die Prävention und das Management der Einbringung und Ausbreitung invasiver gebietsfremder Arten;

Aufgrund des am 18. Mai 2022 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 71.391/4 des Staatsrats;

In Erwägung, des Dekrets vom 2. Mai 2019 über die Prävention und das Management der Einbringung und Ausbreitung invasiver gebietsfremder Arten;

Aufgrund des am 28. Januar 2022 abgegebenen Gutachtens des Pools "Ländliche Angelegenheiten", Abteilung "Natur";

Aufgrund der am 22. Februar 2022 abgegebenen Stellungnahme des Pools "Umwelt";

Beschließt:

Einzigster Artikel - Die Informationen über die in Artikel 2 Absatz 24 und Artikel 30 Absatz 24 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung genannten invasiven gebietsfremden Arten werden mithilfe eines Formulars eingegeben, dessen Muster im Anhang zu diesem Erlass enthalten ist.

Namur, den 15. September 2022

C. TELLIER

ANHANG

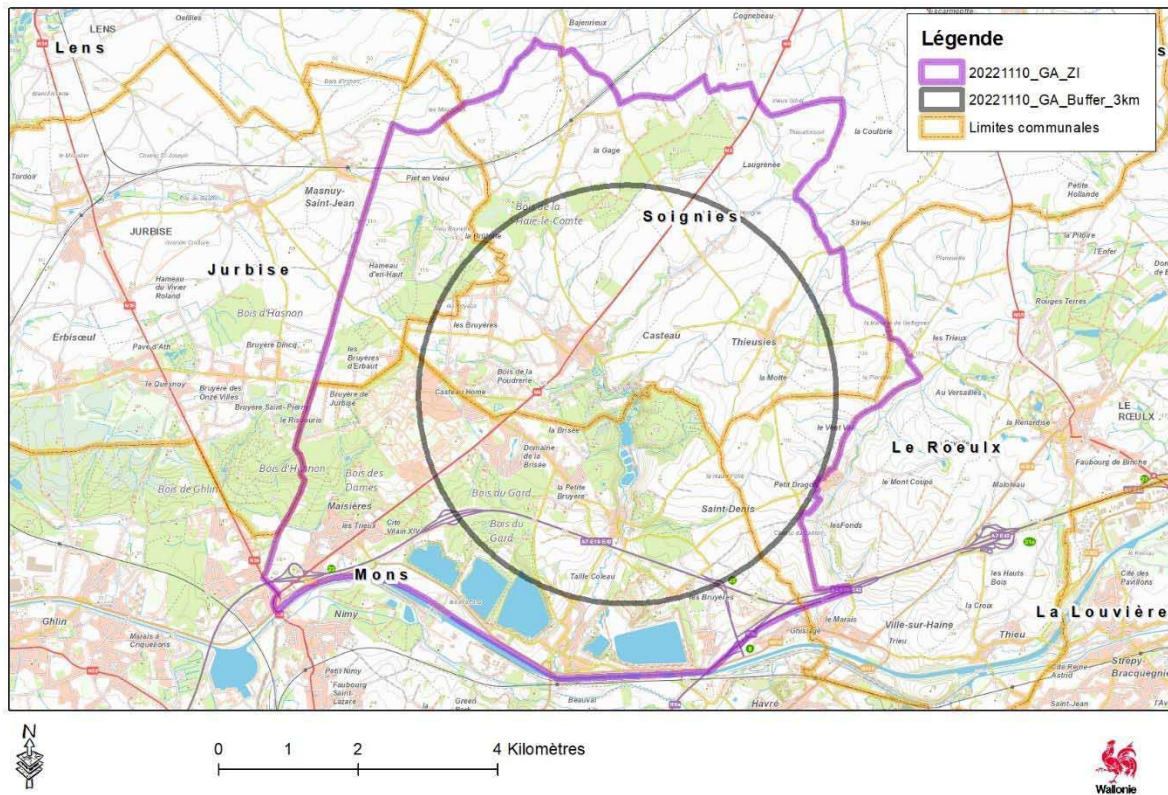
Umkreis, in dem die Jagd vorübergehend ausgesetzt wird

Beschreibung des Gebiets

Die Außengrenzen des Gebiets verlaufen im Uhrzeigersinn wie folgt:

- › In Nimy (Mons), ab dem Kanal "du Centre", die N6 bis zu ihrer Kreuzung mit der N56.
- › die N56 bis zur Kreuzung mit der Chaussée Brunehaut.
- › die Chaussée Brunehaut bis zur Kreuzung mit dem Chemin de Mouzettes.
- › Der Chemin de Mouzettes bis zu seiner Verlängerung mit der Rue Mazy.
- › Die Rue Mazy bis zur Kreuzung mit dem Chemin de la Chapelette.
- › Der Chemin de la Chapelette bis zur Kreuzung mit der Rue Caulier.
- › Die Rue Caulier bis zur Kreuzung mit der Rue Reine de Hongrie.
- › Die Rue Reine de Hongrie bis zur Kreuzung mit dem Chemin Tinette.
- › Der Chemin Tinette bis zur Kreuzung mit dem Chemin Lisière du Bois.
- › Der Chemin Lisière du Bois bis zur Kreuzung mit dem Chemin du Plaisant.
- › Der Chemin du Plaisant bis zur Kreuzung mit dem Chemin du Vieux Gibet.
- › Der Chemin du Vieux Gibet bis zur Verlängerung mit dem Chemin Thieudonsart.
- › Der Chemin Thieudonsart bis zur Kreuzung mit dem Chemin du Moulin à Briques.
- › Der Chemin du Moulin à Briques bis zur Kreuzung mit dem Chemin des Théodosiens.
- › Der Chemin des Théodosiens bis zur Kreuzung mit der Rue Gérard.
- › Die Rue Gérard bis zur Kreuzung mit der Rue de Sirieu.
- › Die Rue de Sirieu bis zur Kreuzung mit der Rue Tamisette.
- › Die Rue Tamisette bis zur Kreuzung mit der Rue de la Reine.
- › Die Rue de la Reine bis zur Kreuzung mit der Rue du Beaupré.
- › Die Rue du Beaupré bis zur Kreuzung mit der Rue Blanc Boquet.
- › Die Rue Blanc Boquet bis zur Verlängerung mit der Rue du Vent Val.
- › Die Rue du Vent Val bis zur Kreuzung mit der Rue du Puits Salomon.
- › Die Rue du Puits Salomon bis zur Kreuzung mit der Rue de la Place.
- › Die Rue de la Place bis zur Kreuzung mit der Rue de la Ville.
- › Die Rue de la Ville bis zur Kreuzung mit der Rue Sentier du Chien.
- › Die rue Sentier du Chien bis zur Kreuzung mit der R5a.
- › Die R5a bis zur Kreuzung mit dem Kanal "du Centre".
- › Der Kanal "du Centre" bis zur Kreuzung mit der N6.

Karte des Gebiets



Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. November 2022 zur vorübergehenden Aussetzung der Jagd in bestimmten Gemeinden aufgrund der erheblichen Sterblichkeitsrate bei Vögeln, verursacht durch die Vogelgrippe, die auf dem Gebiet der Gemeinde Soignies beobachtet wurde, beigelegt zu werden.

Namur, den 18. November 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren,

W. BORSUS

Gemäß der allgemeinen Datenschutzverordnung werden die übermittelten persönlichen Informationen von der Abteilung Genehmigungen und Zulassungen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt nur zur Bearbeitung Ihrer Akte verwendet.

Sofern in diesem Formular nichts anderes angegeben ist und zur Einhaltung der Vorschriften über den Zugang zu Umweltinformationen werden diese Daten nur den Gemeinden, auf deren Gebiet eine öffentliche Untersuchung durchgeführt wird, den Begutachtungsinstanzen im Rahmen der Prüfung des Antrags auf Genehmigung und der Beschwerde, den Abteilungen des ÖDW, die für die Umsetzung der Vorschriften über invasive gebietsfremde Arten zuständig sind, den mit der Kontrolle der Einhaltung dieser Vorschriften beauftragten Beamten, dem Staatsrat im Falle von Aussetzungsklagen oder Nichtigkeitsklagen und den Gerichtshöfen und Gerichten des gerichtlichen Standes im Falle eines Rechtsstreits mitgeteilt.

Die Daten werden weder verkauft noch für Marketingzwecke verwendet.

Die Daten werden so lange aufbewahrt, wie die Genehmigung gültig ist, sowie für eine zusätzliche Frist, die es ermöglicht, etwaige Rechtsstreitigkeiten zu bearbeiten.

Nach Ablauf dieser Frist werden die Daten in einer minimierten Form aufbewahrt, die es dem ÖDW ermöglicht, zu erkennen, dass Ihnen eine Genehmigung erteilt wurde und dass die Gültigkeitsdauer abgelaufen ist.

Sie können Ihre Daten berichtigen, Ihren Antrag auf eine Genehmigung zurückziehen oder die Verarbeitung einschränken, indem Sie den für die Verarbeitung Verantwortlichen per E-Mail unter cpd.dgo3@spw.wallonie.be oder unter der folgenden Postanschrift kontaktieren: ÖDW Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, Abteilung Genehmigungen und Zulassungen, Avenue Prince de Liège, 15 5100 Jambes.

Auf Antrag über ein Formular (<http://www.wallonie.be/fr/demarche/detail/138958>) können Sie Zugang zu Ihren Daten oder Informationen über eine Verarbeitung, die Sie betrifft, erhalten.

Herr Thomas LEROY, der Datenschutzbeauftragte des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, wird die Akte weiterverfolgen. Weitere Informationen über den Schutz personenbezogener Daten und über Ihre Rechte befinden sich auf der Portalseite der Wallonie (www.wallonie.be). Wenn Sie innerhalb eines Monats nach Ihrer Anfrage keine Reaktion vom ÖDW erhalten, können Sie sich schließlich an die Datenschutzbehörde wenden, um eine Beschwerde einzureichen, und zwar unter folgender Adresse: 35, Rue de la Presse, 1000 Brüssel oder über die E-Mail-Adresse: contact@apd-gba.be.

O Ich bestätige, dass ich die Informationen über die Verwendung personenbezogener Daten gelesen habe und erkläre mich damit einverstanden.

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 15. September 2022 zur Erstellung eines Formulars für Maßnahmen, die unter die Rubrik 94.01 bezüglich invasiver gebietsfremder Arten in Anhang I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsstudie zu unterziehenden Projekte, der eingestuft Anlagen und Tätigkeiten oder der Anlagen oder Tätigkeiten, die eine Gefahr für den Boden aufweisen, fallen, beigelegt zu werden.

Namur, den 15. September 2022

C. TELLIER

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2022/34179]

15 SEPTEMBER 2022. — Ministerieel besluit tot vaststelling van een formulier voor handelingen die vallen onder rubriek 94.01 betreffende de invasieve uitheemse soorten van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten, van de ingedeelde installaties en activiteiten of van de installaties of activiteiten die een risico voor de bodem vormen

De Minister van Leefmilieu,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, artikel 17, gewijzigd bij de decreten van 21 juni 2012 en 4 april 2018, en artikel 83, gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2016;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, artikel 2, lid 24, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 september 2022 tot uitvoering van het decreet van 2 mei 2019 betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten, en artikel 30, lid 24, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 september 2022 tot uitvoering van het decreet van 2 mei 2019 betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten;

Gelet op advies nr. 71.391/4 van de Raad van State, uitgebracht op 18 mei 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het decreet van 2 mei 2019 betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten;

Gelet op het advies van de Beleidsgroep "Landelijke Aangelegenheden", afdeling "Natuur", uitgebracht op 28 januari 2022;

Gelet op het advies van de beleidsgroep "Leefmilieu", gegeven op 22 februari 2022;

Besluit :

Enig artikel. De informatie betreffende de invasieve uitheemse soorten bedoeld in de artikelen 2, lid 24, en 30, lid 24, van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, wordt aan de hand van het formulier waarvan het model in bijlage I bij dit besluit opgenomen is, ingediend.

Namen, 15 september 2022.

C. TELLIER

Ministerieel besluit tot vaststelling van een formulier voor handelingen die vallen onder rubriek 94.01 betreffende de invasieve exotische soorten van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten, van de ingedeelde installaties en activiteiten of van de installaties of activiteiten die een risico voor de bodem vormen

"Bijlage 1/20 - Formulier voor invasieve uitheemse soorten

1. Soort

Vul voor elke soort het vakje in, zo nodig door het te dupliceren.

Soort nr. ... :

Niet-wetenschappelijke (Latijnse naam) van de soort (inclusief ondersoort en eventuele variëteit) :
Inheemse (Franse) naam van de soort:

Datum van verwerving :

Plaats van verwerving :

Aantal exemplaren per geslacht (dieren) :

Mannetjes	Vrouwtjes	Ongedifferentieerd

Identificatiemiddelen voor dieren :

Aangehouden plantaardig materiaal (hoeveelheid) :

Zaden	Gewortelde stekken, jonge planten	Planten

2 - Type operatie (opzettelijk, door veronderstelling)

- worden gehouden, ook niet in een gesloten omgeving, van ten minste één invasieve uitheemse soort (art. 7, paragraaf 1, onder b), Verordening (EU) nr. 1143/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 22 oktober 2014 betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten;
- worden gekweekt, ook niet in een gesloten omgeving, van ten minste één invasieve uitheemse soort (art. 7, paragraaf 1, onder c), Verordening (EU) nr. 1143/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 22 oktober 2014 betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten;
- voor zover deze handeling niet valt onder de uitzondering bedoeld in artikel 6, § 1, III, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen (art. 7, paragraaf 1, onder d), het vervoer van ten minste één invasieve uitheemse soort naar, uit of binnen het grondgebied van het Waals Gewest (art. 7, lid 1, d), Verordening (EU) nr. 1143/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 22 oktober 2014 betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten;
- het gebruik of de uitwisseling van ten minste één invasieve uitheemse soort (art. 7, paragraaf 1, onder f), Verordening (EU) nr. 1143/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 22 oktober 2014 betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten;
- worden toegestaan zich voort te planten, te worden gekweekt of geteeld, ook niet in een gesloten omgeving, van ten minste één invasieve uitheemse soort (art. 7, paragraaf 1, onder g), Verordening (EU) nr. 1143/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 22 oktober 2014 betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten;
- het vrijlaten in het milieu van ten minste één invasieve uitheemse soort (art. 7, paragraaf 1, onder h), Verordening (EU) nr. 1143/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 22 oktober 2014 betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten.

3 - Doeleinde van de handeling:

- Onderzoek naar invasieve uitheemse soorten;
 - Bewaring ex situ van invasieve uitheemse soorten ;
 - Wetenschappelijke productie of medisch gebruik van producten afkomstig van invasieve uitheemse soorten ter verbetering van de menselijke gezondheid, mits er geen alternatief is;
- Toon in dat geval het ontbreken van een alternatief aan op een bij de aanvraag te voegen document.*
- Om andere redenen van groot openbaar belang, met inbegrip van redenen van sociale of economische aard.

Voeg in dat geval de toelating van de Commissie bij (als bedoeld in artikel 9 van Verordening (EU) nr. 1143/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 22 oktober 2014 betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten). Anders is de aanvraag niet ontvankelijk.

4- Art. 8, §§ 2-3 van Verordening (EU) nr. 1143/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 22 oktober 2014 betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten

Aantonen (op een bij de aanvraag te voegen document) dat de voorwaarden bedoeld in artikel 8, §§ 2 en 3, van Verordening (EU) nr. 1143/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 22 oktober 2014 betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten worden nageleefd, namelijk:

- De invasieve uitheemse soorten wordt gehouden en behandeld in gesloten omgevingen, overeenkomstig de volgende (cumulatieve) subvoorwaarden:
 - de exemplaren zijn fysiek geïsoleerd en ze kunnen niet ontsnappen, zich verspreiden of door onbevoegden worden verwijderd uit de omgeving waar ze worden gehouden;
 - schoonmaak-, afvalbeheer- en onderhoudsprotocollen waarborgen dat er geen exemplaren of reproduceerbare onderdelen kunnen ontsnappen, zich verspreiden of door onbevoegden kunnen worden verwijderd;
 - de exemplaren worden zodanig uit de omgeving verwijderd, afgevoerd, vernietigd of op humane wijze gedood, dat verspreiding of voortplanting buiten de omgeving waar ze gehouden worden onmogelijk is.
- de activiteiten worden uitgevoerd door personeel met de vereiste kwalificaties;
- het vervoer naar en van de gesloten omgeving vindt plaats onder omstandigheden die de ontsnapping van de invasieve uitheemse soorten onmogelijk maken;
- indien de invasieve uitheemse soorten dieren zijn, dan worden ze gemarkeerd, of waar nodig op een andere doeltreffende wijze geïdentificeerd, met behulp van methoden die geen vermijdbare pijn, spanning of lijden veroorzaken;
- het risico op ontsnapping, verspreiding of verwijdering wordt op doeltreffende wijze beheerst, rekening houdend met de identiteit, de biologie en de verspreidingsvormen van de soort, de activiteit en de beoogde gesloten omgeving, de interactie met het milieu en andere relevante factoren;
- een continu surveillancesysteem en een noodplan voor het geval dat exemplaren ontsnappen of zich verspreiden, met inbegrip van een uitroeingsplan, worden opgesteld (dat bij de aanvraag moet worden gevoegd);
- De vergunningsaanvraag is beperkt tot een aantal invasieve uitheemse soorten en exemplaren dat de capaciteit van de gesloten omgeving niet overstijgt.

».

In overeenstemming met de Algemene Verordening Gegevensbescherming worden de door u verstrekte persoonsgegevens uitsluitend gebruikt door de afdeling Vergunningen en Machtigingen van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu om uw dossier op te volgen. Tenzij anders vermeld in dit formulier en met inachtneming van de regels inzake de toegang tot milieu-informatie, worden deze gegevens alleen meegedeeld aan de gemeenten op het grondgebied waarvan een openbaar onderzoek wordt georganiseerd, aan de adviesorganen tijdens het onderzoek van de vergunningsaanvraag en het beroep, aan de diensten van de SPW (Waalse Overheidsdienst) die belast zijn met de uitvoering van de verordening inzake invasieve uitheemse soorten, aan de ambtenaren die belast zijn met de controle op de naleving van deze verordening, aan de Raad van State in geval van een beroep tot schorsing of intrekking en aan de hoven en rechtbanken van de gerechtelijke orde in geval van een geschil. Deze gegevens worden noch verkocht noch gebruikt voor marketingdoeleinden. De gegevens worden bewaard zolang de vergunning geldig is, plus een extra periode voor de opvolging van eventuele geschillen. Na deze periode worden de gegevens in geminimaliseerde vorm bewaard, zodat de SPW (Waalse Overheidsdienst) weet dat aan u een vergunning is afgegeven en dat de geldigheidsdatum is verstreken. U kunt uw gegevens rectificeren, uw vergunningsaanvraag intrekken of de verwerking beperken door contact op te nemen met de verantwoordelijke voor de verwerking per e-mail op cpd.dgo3@spw.wallonie.be of op het volgende postadres: Departement Vergunningen en Machtigingen van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu Avenue Prince de Liège, 15 - 5100 JAMBES. Op uw verzoek via een formulier (<http://www.wallonie.be/fr/demarche/detail/138958>), kunt u toegang krijgen tot uw gegevens of informatie verkrijgen over een verwerking die u aangaat. De functionaris voor gegevensbescherming van de Waalse Overheidsdienst, Thomas LEROY, zal hierop toezien. Voor meer informatie over de bescherming van persoonsgegevens en uw rechten kunt u terecht op het Waalse portaal Portail de la Wallonie (www.wallonie.be). Als u ten slotte binnen een maand na uw verzoek geen reactie van de SPW (Waalse Overheidsdienst) ontvangt, kunt u een klacht indienen bij de Gegevensbeschermingsautoriteit op het volgende adres: 35, Drukpersstraat te 1000 Brussel of via het emailadres: contact@apd-gba.be.
O Ik bevestig dat ik de informatie over het gebruik van persoonsgegevens heb gelezen en geef mijn toestemming

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 15 september 2022 tot vaststelling van een formulier voor handelingen die vallen onder rubriek 94.01 betreffende de invasieve uitheemse soorten van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten, van de ingedeelde installaties en activiteiten of van de installaties of activiteiten die een risico voor de bodem vormen

Namen, 15 september 2022.

C. TELLIER